Insee Première

N° 1637

Mars 2017

L'industrie manufacturière en Europe de 1995 à 2015

Sa part dans l'économie recule, sauf en Allemagne

De 1995 à 2015, dans l'ensemble de l'Union européenne, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a augmenté de 61 % en valeur. Mais sa part dans l'ensemble de l'économie a reculé, de 19,6 % à 15,9 %. Elle a baissé au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Espagne ; en revanche, elle est restée stable en Allemagne.

En France, le repli est principalement dû à celui des prix relatifs manufacturiers, permis par des gains de productivité élevés et plus rapides dans l'industrie manufacturière que dans le reste de l'économie. Dans les quatre autres pays, l'impact de ces gains de productivité est moins marqué. Au Royaume-Uni et en Espagne, la baisse du poids de l'industrie est surtout due à celle des volumes, alors qu'en Italie, les effets « prix » et « volume » se conjuguent. Jouent aussi pour ces pays, comme pour la France, la concurrence étrangère et le développement des services.

En Allemagne, en revanche, l'industrie manufacturière est soutenue par ses exportations et la structure de la demande intérieure est moins modifiée en faveur des services.

Élisabeth Rignols, division Industrie et agriculture, Insee

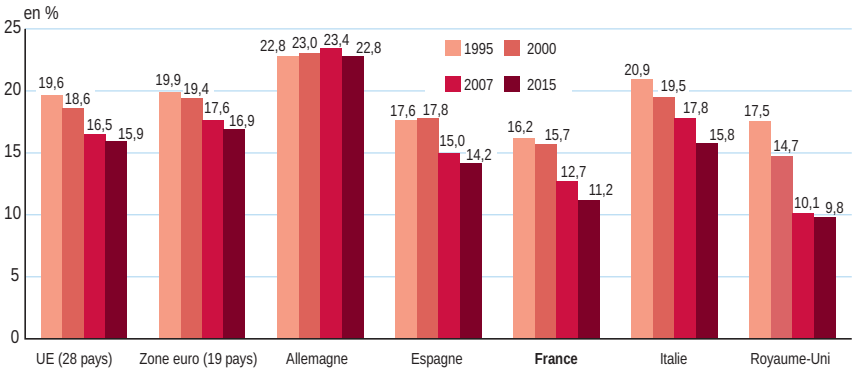
En 2015, la valeur ajoutée de la branche de l'industrie manufacturière *(définitions)* s'élève à 2 094 milliards d'euros dans l'ensemble de l'Union européenne (UE) et à 1 588 milliards d'euros dans la zone euro. Depuis 1995, elle a augmenté en valeur de 2,4 % en moyenne par an dans l'UE et de 2,2 % dans la zone euro. Parallèlement, celle de l'ensemble de l'économie a crû plus rapidement : respectivement + 3,5 % et + 3,0 % en moyenne annuelle. Ainsi, le poids de l'industrie manufacturière a baissé, de 19,6 % en 1995 à 15,9 % en 2015 pour l'ensemble de l'UE et de 19,9 % à 16,9 % pour la zone euro *(figure 1)*.

Ces reculs s'expliquent principalement par un « effet prix » et, dans une moindre mesure, par un « effet volume ». En moyenne annuelle entre 1995 et 2015, les prix de la valeur ajoutée s'accroissent en effet plus modérément dans l'industrie manufacturière (+ 0,8 % dans l'ensemble de l'UE) que dans l'ensemble de l'économie (+ 1,8 %) (respectivement + 0,6 % et + 1,5 % pour la zone euro). Les évolutions de la valeur ajoutée en volume sont plus resserrées : + 1,6 % et + 1,7 % pour l'ensemble de l'UE, + 1,6 % et + 1,5 % pour la zone euro.

Plus précisément, sur l'ensemble de la période 1995-2015, parmi les cinq pays européens qui réalisent la plus forte valeur ajoutée manufacturière, le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie diminue au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Espagne. En France, les évolutions des valeurs ajoutées de l'industrie manufacturière et de l'ensemble de l'économie sont proches en volume ; l'« effet prix » y domine. En revanche, en Espagne et au Royaume-Uni, l'« effet volume » est prépondérant *(figure 2)*. En Italie, les deux effets jouent autant. Dans ces quatre pays, la baisse du poids de l'industrie manufacturière s'infléchit toutefois au cours des dernières années.

En Allemagne, la part de l'industrie manufacturière dans l'économie reste stable, car les deux effets se compensent : le prix de la valeur ajoutée augmente légèrement moins

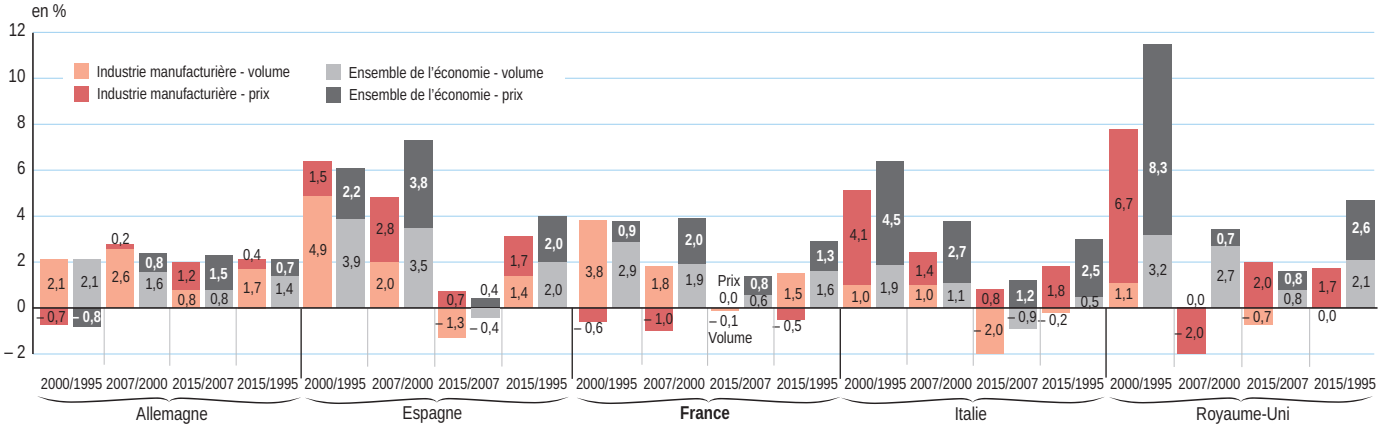
1 Part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie en valeur courante



Source : Eurostat, comptes nationaux, base 2010.

Insee

2 Évolution des valeurs ajoutées de l'industrie manufacturière et de l'ensemble de l'économie (en moyenne annuelle)



Source : Eurostat, comptes nationaux, base 2010.

vite dans l'industrie manufacturière que dans l'ensemble de l'économie, mais, contrairement aux autres pays, le volume progresse un peu plus vite.

Des gains de productivité supérieurs dans l'industrie manufacturière…

La baisse des prix relatifs de l'industrie manufacturière *(définitions)* peut être mise en regard des gains de productivité plus importants que dans le reste de l'économie : de 1995 à 2015, dans l'ensemble de l'UE, la productivité horaire du travail *(définitions)* s'accroît de 2,7 % en moyenne dans l'industrie manufacturière contre + 1,4 % dans l'ensemble de l'économie (respectivement + 2,7 % et + 1,2 % dans la zone euro).

Sur l'ensemble de la période, les gains de productivité du travail dans l'industrie manufacturière sont les plus élevés en France *(figure 3)*. Ceux réalisés par le reste de l'économie sont en revanche moins différenciés entre les pays. L'écart de gains de productivité en faveur de l'industrie manufacturière par rapport à l'ensemble de l'économie est donc particulièrement marqué en France (en moyenne annuelle, + 3,4 % pour la branche manufacturière, + 1,3 % pour l'ensemble des branches) ; il l'est beaucoup plus que dans les quatre autres pays. Au total, c'est en France que la baisse des prix relatifs est la plus forte.

… mais moins nettement depuis la crise

La crise de 2008 a plus particulièrement pénalisé les industries manufacturières. Les « effets volume » dominent, avec des contractions plus marquées des volumes dans l'industrie manufacturière que dans le reste de l'économie. Les gains de productivité se réduisent depuis la crise, en particulier dans l'industrie manufacturière. Les écarts de gains de productivité et la baisse des prix relatifs s'y amenuisent donc. En Italie, les gains, faibles, se maintiennent dans l'industrie manufacturière sur l'ensemble des vingt dernières années, mais la productivité dans l'ensemble de l'économie ne progresse quasiment plus dès les années 2000.

Recul marqué de la part de l'industrie manufacturière de 2000 à 2007 en Espagne, en France et au Royaume-Uni

De 2000 à 2007, le poids de la valeur ajoutée manufacturière dans la valeur ajoutée globale baisse très nettement en Espagne, en France et au Royaume-Uni. Ce repli s'explique presque entièrement par un « effet prix » en France et davantage par un « effet volume » en Espagne, alors qu'il résulte des deux effets au Royaume-Uni. Au cours de cette période, l'écart de gains de productivité entre l'industrie manufacturière et l'ensemble de l'économie est conséquent en France. Il l'est cependant un peu moins qu'au cours de la période quinquennale précédente, alors que l'« effet prix » y est plus fort. Les délais d'impact des gains de productivité sur les prix peuvent en effet être longs. La différence de gains de productivité est également importante en Espagne et au Royaume-Uni, davantage qu'au cours de la période précédente, en phase avec l'accentuation de la baisse des prix relatifs.

En Italie, la part de la valeur ajoutée manufacturière recule régulièrement sur l'ensemble de la période 1995-2015. Toutefois, de 2000 à 2007, l'« effet prix » se renforce et il domine alors l'« effet volume ». Dans le même temps, le différentiel de gains de productivité en faveur de l'industrie manufacturière s'élargit.

En Allemagne, le poids de l'industrie manufacturière dans l'ensemble de l'économie augmente faiblement de 1995 à 2007. De 2000 à 2007, cette légère progression résulte uniquement de l'évolution des volumes.

Externalisation, concurrence étrangère et structure de la demande intérieure peuvent contribuer au recul de la part de l'industrie manufacturière

En France, trois phénomènes structurels contribuent à la baisse du poids de l'industrie manufacturière : les entreprises manufacturières externalisent une partie de leurs activités vers les services *(encadré)*, la concurrence étrangère se développe et la structure de la demande se déforme au profit des services *(bibliographie)*. D'autres pays européens sont également confrontés à ces phénomènes. Mais le manque de disponibilité de données aisément mobilisables en séries longues, des séries parfois lacunaires, les différences de nomenclatures selon les grandeurs économiques rendent très difficile une analyse de comparaison européenne sur le poids de l'industrie manufacturière. Néanmoins, des éléments peuvent être apportés pour étayer les phénomènes du développement de la concurrence étrangère et de la modification de la structure de la demande au profit des services.

Les activités de services des entreprises manufacturières

Les entreprises manufacturières externalisent une partie de leurs activités vers les services. Utilisée alors en consommations intermédiaires, cette partie externalisée pèse sur leur valeur ajoutée. Mais d'autres activités de services restent associées à leur production et concourent donc à la valeur ajoutée manufacturière. Certaines peuvent être exercées par des filiales non industrielles. Raisonner au niveau de l'entreprise au sens économique *(définitions)* permet d'analyser leur place dans l'industrie. D'une part, 56 % des emplois directs des entreprises industrielles relèvent de fonctions de services en France en 2013 *(bibliographie)*. D'autre part, 17 % des emplois directs des entreprises industrielles sont portés par des unités légales *(définitions)* non industrielles. La part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est rehaussée avec le passage de l'approche en unités légales à l'approche en entreprises. Raisonner en unités légales ou en entreprises n'est donc pas neutre dans l'analyse de son évolution. En outre, le processus d'externalisation par filialisation d'activités non industrielles peut différer selon les pays. Mener une analyse temporelle au niveau européen permettrait de préciser son rôle dans l'évolution du poids de l'industrie ; elle se heurte cependant au problème de disponibilité des données.

Les importations augmentent tendanciellement plus vite que les productions domestiques

Avec la mondialisation des échanges, le commerce extérieur de biens industriels et agricoles *(définitions)* s'est fortement développé. De 1994 à 2015 (1995 non disponible pour l'UE), les importations s'accroissent de 4,4 % en moyenne par an en France et jusqu'à 6,5 % en Espagne *(figure 4)*. Dans les cinq pays étudiés, les productions domestiques progressent aussi nettement, mais moins que les importations. De 1995 à 2015, les hausses des productions domestiques vont de + 1,9 % en moyenne annuelle en France à + 4,2 % en Espagne.

Les exportations de biens industriels et agricoles augmentent également beaucoup. De 1994 à 2015, les hausses vont de + 3,7 % en France à + 6,7 % en Espagne. Elles sont favorables aux productions domestiques de ces biens et compensent en partie l'impact négatif de la montée des importations.

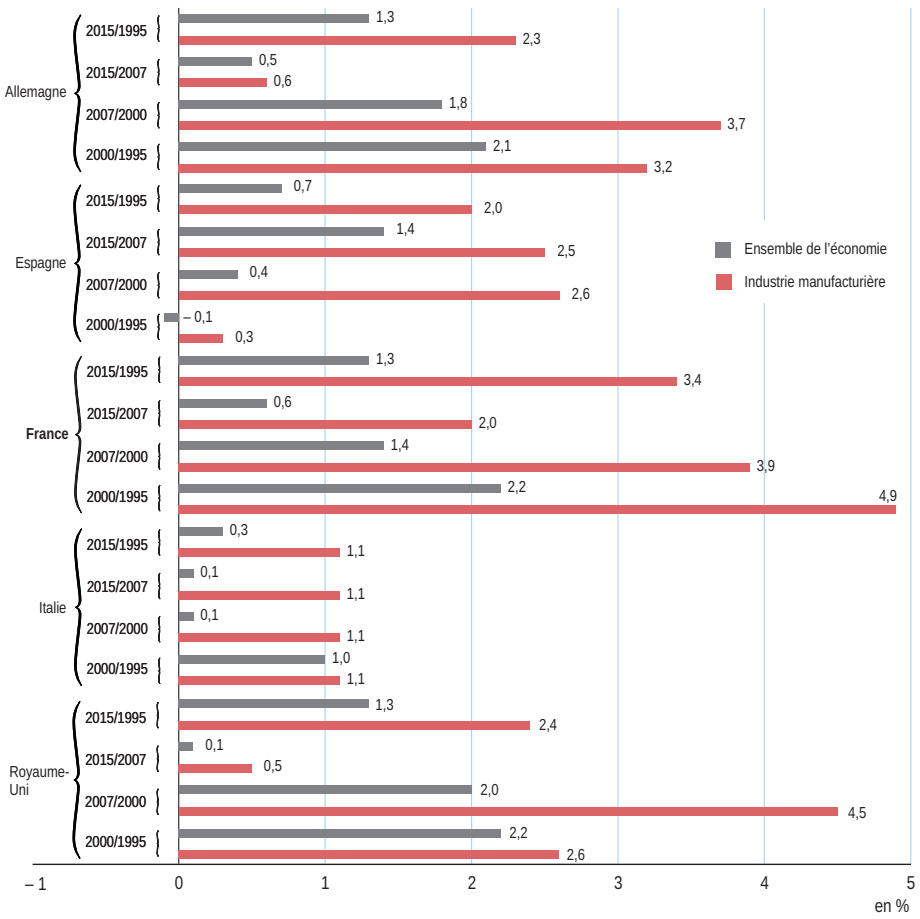
L'industrie manufacturière allemande est soutenue par ses exportations

En Allemagne, l'industrie manufacturière bénéficie de ses bonnes performances sur les marchés extérieurs. La production y progresse de 2,6 % en moyenne par an de 1995 à 2015, plus vite qu'en France. Les exportations de biens industriels et agricoles s'accroissent de 5,9 % en moyenne annuelle de 1994 à 2015, à un rythme supérieur aussi à celui des autres pays, excepté l'Espagne. Dans le même temps, l'excédent commercial allemand de ces biens est multiplié par six alors que la balance commerciale se dégrade dans les autres pays, sauf en Italie. En Espagne, les échanges extérieurs des biens industriels et agricoles sont dynamiques, mais leur niveau reste limité. L'augmentation soutenue des exportations de 1995 à 2015 est ainsi insuffisante pour réduire le déficit commercial.

La bonne performance de l'Allemagne sur les marchés extérieurs est parfois attribuée à la réexportation de produits fabriqués à l'étranger, puis intégrés dans la chaîne de production allemande. De fait, le contenu en valeur ajoutée importée des exportations allemandes *(définitions)* augmente, mais il reste inférieur à celui des quatre autres pays. De 1995 à 2011 (dernière année disponible), il passe de 18 % à 30 %. Cette part progresse également dans les autres pays, mais à un rythme moindre.

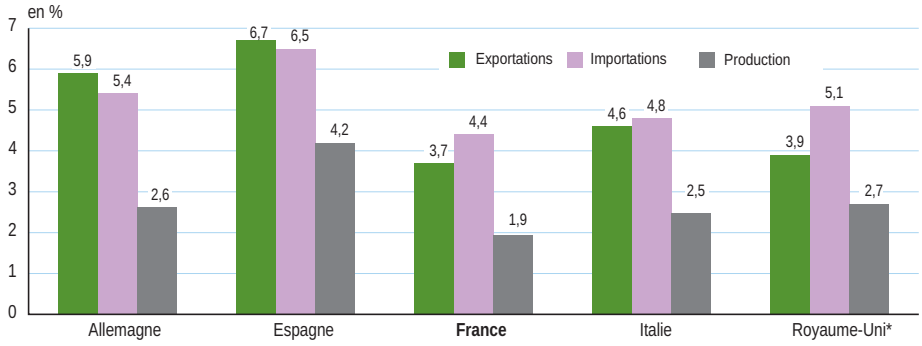
Par ailleurs, selon Cezar, Duguet, Gaulier, Vicard (2016 ; *bibliographie*), l'Allemagne serait plus performante à l'extérieur que sur son propre marché, contrairement à la France. Ainsi, la part de marché en valeur ajoutée de l'Allemagne dans ses exportations manufacturières *(définitions)* recule de 1,1 % en moyenne par an de 1995 à 2011, contre – 2,3 % pour sa part de marché dans la demande finale manufacturière globale (exportations + marché national ; *définitions*). Pour la

3 Évolution des productivités horaires de l'industrie manufacturière et de l'ensemble de l'économie (en moyenne annuelle)



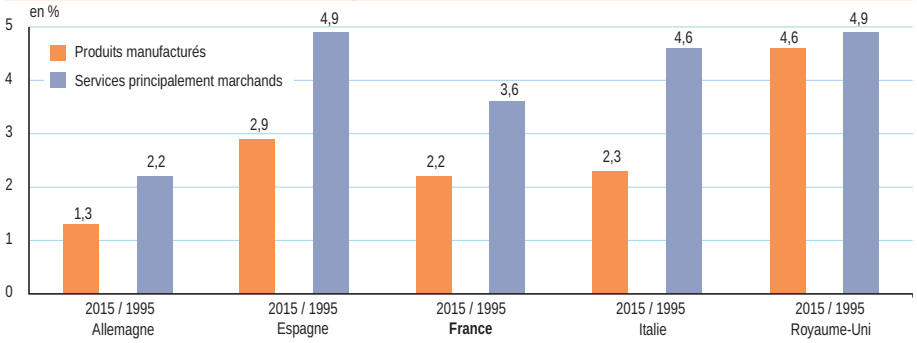
Source : Eurostat, comptes nationaux, base 2010.

4 Évolution du commerce extérieur de 1994 à 2015 et de la production de biens industriels et agricoles (en valeur) de 1995 à 2015 (en moyenne annuelle)



** Évolution de la production de 1995 à 2014.*
Source : Eurostat.

5 Évolution de la consommation des ménages de produits manufacturés et de services principalement marchands (en moyenne annuelle)



Source : Eurostat, comptes nationaux, base 2010.

France, les évolutions sont respectivement de – 2,6 % et – 2,2 % *(bibliographie)*.

La demande intérieure se modifie au profit des services, mais moins nettement en Allemagne et au Royaume-Uni

L'évolution de la structure de la demande, des ménages et des entreprises, peut aussi expliquer le repli de la part de l'industrie manufacturière. De 1995 à 2015, la consommation des ménages de services principalement marchands hors services financiers *(définitions)* augmente davantage que celle de produits manufacturés *(définitions)* dans les cinq pays étudiés. En Italie, la consommation de services principalement marchands s'accroît de 4,6 % en moyenne annuelle contre + 2,3 % pour les produits manufacturés *(figure 5)*. L'écart d'évolution est beaucoup plus réduit en Allemagne (respectivement + 2,2 % et + 1,3 %). Il l'est encore plus au Royaume-Uni (respectivement + 4,9 % et + 4,6 %). Toutefois, dans ce pays, les services financiers consommés par les ménages se développent fortement : + 6,2 % en moyenne sur l'ensemble de la période, contre + 2,2 % pour l'UE et + 0,4 % pour la zone euro.
Pour la demande des entreprises, les données européennes de la formation brute de capital fixe (FBCF ; *définitions*) des services principalement marchands sont parcellaires. Le champ limité des « droits de propriété intellectuelle » *(définitions)* peut être isolé. De 1995 à 2015, la hausse de leur FBCF est plus soutenue que celle des produits manufacturés (machines, équipements, systèmes d'armes) pour les cinq pays. L'écart d'évolution est plus fort en Espagne (respectivement + 7,7 % et + 4,8 % en moyenne annuelle) qu'en Allemagne (respectivement + 3,6 % et + 1,9 %) et au Royaume-Uni (respectivement + 3,4 % et + 2,1 %). ■

Sources

Les sources des données sont :
– **Eurostat** pour les données de valeur ajoutée, de productivité, de consommation des ménages, de formation brute de capital fixe, de production, de commerce extérieur. Elles sont issues des comptes nationaux annuels, à l'exception de celles relatives au commerce extérieur. Ces dernières sont issues des déclarations des entreprises, déclarations douanières pour les échanges hors de l'Union européenne ;
– l'**Organisation de coopération et de développement économique** (OCDE) pour le contenu en valeur ajoutée étrangère des exportations. Ces dernières sont issues de la base de données des Échanges en valeur ajoutée (ÉVA).

Définitions

La **valeur ajoutée** est égale à la production diminuée des consommations intermédiaires.
L'**industrie manufacturière** correspond à la section C de la NACE rév. 2.
Les **prix relatifs de l'industrie manufacturière** sont le rapport entre le prix de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et celui de l'ensemble de l'économie.
La **productivité horaire du travail** est le rapport entre la valeur ajoutée en volume et le nombre d'heures travaillées.
Une **entreprise** est la plus petite combinaison d'**unités légales** constituant une unité organisationnelle de production et jouissant d'une certaine autonomie de décision (décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, pris en application de la loi de modernisation de l'économie).
Une **unité légale** est une entité juridique de droit public ou privé obligatoirement déclarée aux administrations compétentes.
Les **biens industriels et agricoles** retracés dans les données du commerce international sont issus de la nomenclature CTCI (Classification type pour le commerce international) rév. 4. Ils regroupent les sections 0 à 8.
Le **contenu en valeur ajoutée importée des exportations** est la part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes. Celle-ci est le rapport entre la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes d'un secteur d'activité et le total des exportations brutes de ce secteur. Cette variable est exprimée en pourcentage.
La **part de marché dans la demande finale manufacturière globale** (exportations + ma rché national) est le ratio du total de la valeur ajoutée nationale utilisée pour produire des biens permettant de satisfaire la demande finale manufacturière sur la valeur ajoutée mondiale pour répondre à cette même demande. Elle est basée sur la consommation finale manufacturière. Elle inclut toutes les activités utilisées dans la production de biens manufacturiers pour la demande finale, que la valeur ajoutée provienne du secteur manufacturier lui-même ou des services utilisés au cours du processus de production. Le secteur manufacturier exclut ici la « cokéfaction, raffinage et combustibles nucléaires ».
La **part de marché en valeur ajoutée dans les exportations manufacturières** rapporte l'ensemble de la valeur ajoutée nationale utilisée pour produire des exportations manufacturières au total de la valeur utilisée dans la production mondiale manufacturière. Le secteur manufacturier exclut ici la « cokéfaction, raffinage et combustibles nucléaires ».
La **formation brute de capital fixe** est le solde entre les acquisitions et les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont des actifs produits, corporels ou incorporels, utilisés dans un processus de production pendant au moins un an.
Les **droits de propriété intellectuelle** recouvrent essentiellement la recherche-développement et les logiciels et bases de données. Leur formation brute de capital fixe représente deux tiers à trois quarts de celle de l'ensemble des services principalement marchands en France (sections G à N et R à T de la NAF rév. 2).
Les **services principalement marchands** consommés par les ménages sont issus de la nomenclature COICOP *(Classification of Individual Consumption by Purpose)*. Ont été retenus les groupes 04.1, 04.2, 04.3, 07.3, 08.1, 08.3, 09.4, 09.6 et la division 11. Le groupe 12.7 n'a pas été retenu, car les données ne sont pas disponibles pour tous les pays.
Les **produits manufacturés** consommés par les ménages sont issus de la nomenclature COICOP. Ont été retenus les divisions 01, 02, 03, 05 hormis le groupe 05.6 ainsi que les groupes 06.1, 07.1, 07.2, 08.2, 09.1, 09.2, 09.3, 09.5, 12.1, 12.3.

Bibliographie

- Ceci-Renaud N., « Les fonctions de services dans l'industrie manufacturière : la moitié des emplois directs » in « Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2016.
- Rignols É., « L'industrie manufacturière de 1970 à 2014 - Recul de son poids dans l'économie, plus marqué de 2000 à 2007 », *Insee Première* n° 1592, avril 2016.
- Cezar R., Duguet A., Gaulier G., Vicard V., « Commerce global en valeur ajoutée : parts de marché nationales et à l'exportation », *Bulletin de la Banque de France n°* 204, mars-avril 2016.
- Fontagné L., Mohnen P., Wolff G., « Pas d'industrie, pas d'avenir ? », *Les notes du Conseil d'analyse économique* n° 13, juin 2014.
- Ferrero G, Gazaniol A., Lalanne G., « L'industrie : quels défis pour l'économie française ? », *Trésor-Éco* n° 124, février 2014.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu, H. Valdelièvre
Maquette : P. Thibaudeau
Impression : Jouve
Code Sage IP171637
ISSN 0997 - 3192

© Insee 2017

- ***Insee Première*** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
www.insee.fr/collections-nationales
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
http://www.insee.fr/abonnements

Pour vous abonner à ***Insee Première*** et le recevoir par courrier :
http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16

Insee
Mesurer pour comprendre